



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 3 octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le trois octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de monsieur Philippe COLLAS, maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, BOUFELLE, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, CHALUPET, HERSANT, MONOT, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL

Absents excusés :

Madame M'BAYE
Monsieur TAGHERSOUT
Madame TRÉMOLLIÈRES

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHABANI à M. COLLAS
Madame DANIEL à Monsieur GRILLAT
Madame JORAND à Madame BENOIT
Madame NEVEU à Madame BRIATTE
Monsieur COULIBALY à Madame PAIN
Monsieur THIÉRRY à Monsieur LEJEUNE
Madame VAN ELSUE à Madame ROUSSEL
Monsieur LEVAIGNEUR à Madame MONOT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

26 septembre 2022

Nombre de conseillers :

En exercice	33
Présents	22
Votants	30

10-03-10-2022 : MISE EN PLACE DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS (CET)



Monsieur COLLAS indique que le Compte Épargne-Temps (CET) a été institué dans la Fonction Publique Territoriale par le décret n°2004-878 du 26 août 2004. Le CET permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés. Il permet de capitaliser sur plusieurs années des jours de congés non pris et de les solder ultérieurement de manière continue ou fractionnée. Il est ouvert de droit à la demande de l'agent : l'autorité territoriale est tenue d'ouvrir le CET au bénéfice du demandeur dès lors qu'il remplit les conditions.

L'ouverture d'un CET n'est pas automatique : il appartient à chaque agent concerné de demander l'ouverture du CET. Par ailleurs, il n'y a aucune obligation pour les agents de demander l'ouverture d'un CET. L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

L'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics mais l'organe délibérant doit déterminer, après avis du comité technique, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Ce compte permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés en jours ouvrés.

Il est ouvert de droit et sur leur demande aux fonctionnaires titulaires et aux agents contractuels de droit public, qu'ils occupent un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve :

- qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'obligations de service défini par leur statut particulier (cela concerne les professeurs et les assistants d'enseignement artistique)
- qu'ils soient employés de manière continue et aient accompli au moins une année de service.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne-temps ; s'ils en avaient déjà ouvert un auparavant, ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en accumuler de nouveaux.

Les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite. Les nécessités de service ne pourront être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps.

Le compte épargne-temps peut être utilisé sans limitation de durée.

L'alimentation du CET ne peut se faire que par le dépôt de jours entiers. L'alimentation par ½ journées n'est pas permise par la réglementation. Le CET peut être également alimenté par les jours de fractionnement accordés au titre des congés annuels non pris dans la période de référence du 1er mai au 31 octobre.

En cas de mutation ou de détachement, conformément à l'article 11 du décret du 26 août 2004, une possibilité de conventionnement existe pour les deux collectivités ou établissements (d'origine et d'accueil) du fonctionnaire. La convention prévoit des modalités financières de transfert du CET. Le contenu de la convention est laissé à l'appréciation des exécutifs locaux. Cette disposition est destinée à permettre un dédommagement de la collectivité d'accueil qui devra assumer le CET en facilitant la recherche d'un accord avec la collectivité d'origine dans laquelle le CET a été alimenté mais non consommé.

Cette délibération sera également soumise au Conseil d'Administration du CCAS pour les agents du CCAS.



Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004,
Vu l'avis favorable à l'unanimité du comité technique en date du 15 septembre 2022,

CONSIDÉRANT l'intérêt pour les agents de la commune à pouvoir bénéficier du CET,

Sur proposition du rapporteur,

À l'unanimité

DÉCIDE de créer à compter du 1^{er} Janvier 2023 le compte épargne temps (CET) pour les agents de la commune avec les règles suivantes :

1 - La demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit auprès de l'autorité territoriale avant le 31 Décembre de chaque année. L'agent est informé en Janvier de chaque année des droits épargnés et consommés annuellement arrêtés à la date du 31 décembre de chaque année.

2 - Le compte épargne-temps peut être alimenté par le report :

- d'une partie des jours de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (un agent qui a 25 jours de congés annuels ne pourra pas déposer plus de 5 jours de congés payés sur son CET) - (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement,
- de jours R.T.T.,
- de repos compensateurs.

3 - Les jours accumulés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

4 - Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Fait à Le Val d'Hazey, le 4 octobre 2022

V Certifie le caractère exécutoire de cet acte
V Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le maire,

Philippe COLLAS



